

✓ LwPH
20.91

Dans cette actualité déchirée par tant de violences, d'incertitudes et de craintes sur l'avenir, il est peu de projets dont on puisse dire :

"voici une réponse à nos interrogations"

"voilà le chemin de la certitude et de l'Espoir".

La volonté de construire une Europe unie, forte et solidaire est de ceux-là.

EUROPEEN, JE LE SUIS

Par mes racines d'abord !

On ne naît pas, on ne vit pas, on n'exerce pas les responsabilités d'élu dans une région comme le Nord-Pas-de-Calais sans se sentir profondément Européen, et solidaire de ces proches voisins que sont pour nous les Belges, les Hollandais ou les Allemands et les Britanniques.

Par idéal aussi !

Ma génération est celle des enfants de la guerre. Comment ces années sombres ne nous auraient-elles pas convaincu que l'union des peuples d'Europe était la seule manière d'éloigner pour toujours le spectre de ces conflits fratricides.

Par expérience ensuite !

Animateur de mouvement de jeunesse, responsable de la Fédération Nationale Léo Lagrange, j'ai milité pour le rapprochement des jeunes européennes, multipliant les contacts pour faire oublier justement les drames d'hier et préparer des lendemains meilleurs.

Par volonté enfin !

Je suis socialiste. Et les socialistes savent que l'on ne construira durablement une société nouvelle, juste, fraternelle et démocratique que si cet idéal est partagé par l'ensemble des nations européennes.

Lorsqu'on examine l'histoire de ce mouvement des peuples d'Europe en faveur de l'idée européenne, les socialistes y ont leur part et ne contestent pas la part des autres.

C'est LÉON BLUM qui en France, face à ceux qui ne concevaient la paix que par l'écrasement de l'Allemagne défendait l'idée de relever l'agresseur en même temps que les pays vainqueurs, eux aussi dévastés.

Les socialistes ont défendu leur identité à travers l'idée que l'Europe devait devenir, une fois sa puissance retrouvée, la garante de la paix mondiale et la détentrice d'un projet de liberté, de justice et de progrès social.

Enfin, je rappellerai que c'est sous une présidence du Conseil socialiste que furent menées les négociations qui devaient aboutir à la signature du Traité de Rome.

Mais aujourd'hui, invités par le mouvement européen, dont je sais qu'il compte parmi ses responsables des socialistes actifs, il nous faut nous interroger plus avant sur le cheminement de cette idée européenne.

I - OU EN EST L'EUROPE ? OU EN SONT LES EUROPEENS ?

Vingt et un ans de marché commun, trente ans de construction européenne ont-ils suffi pour faire de l'Europe cette dimension nouvelle de notre vie quotidienne, cette deuxième citoyenneté à laquelle nous aspirons tous ?

L'Europe existe aujourd'hui par des institutions, des hommes, une vie juridique, administrative et politique. L'Europe est devenue un terrain d'échange et de contacts. Et nous savons combien cette construction a coûté de longs et patients efforts à des millions de femmes et d'hommes, et à vous tous qui êtes dans cette salle.

Mais est-ce suffisant ?

Vous me permettrez d'exprimer, ici quelques regrets à constater que l'Europe soit restée muette au moment où les sociétés industrielles connaissent une des plus grandes crises économiques de l'histoire.

La croissance de la production s'est ralentie, sans doute pour longtemps. L'inflation ronge nos économies, tandis que la vague de chômage s'étend, entraînant toute une série de conséquences, humaines, sociales dont nous n'avons pas encore pleinement conscience et dont la répercussion sera lourde pour l'avenir de nos sociétés.

Dans cette tourmente, force est de constater que l'Europe est restée absente et souvent même cruellement inexistante.

Certes, les institutions ont continué à fonctionner. Elles ont maintenu entr'elles et avec les gouvernements leur train-train habituel et indispensable.

Certes, des hauts fonctionnaires de la commission de Bruxelles ont défendu avec talent et conviction des projets qui sans doute auraient mérité d'être retenus. Mais la technique peut-elle se substituer à la volonté politique ? Or, cette volonté politique précisément nous ne l'avons pas aperçue.

Loin d'être une force de proposition, la communauté européenne traverse aujourd'hui une crise grave. La lutte contre l'inflation a été entreprise en ordre dispersé et les contradictions entre les politiques économiques des Etats commencent à apparaître. L'union monétaire a échoué, et pire encore l'instauration des parités flottantes - le désordre reconnu dans les paiements internationaux - condamne aujourd'hui le dernier acquit tangible de la construction européenne : sa politique agricole commune.

Des carences graves marquent les domaines des politiques sociales, industrielles, scientifiques, régionales. Dans la plupart des cas, ces politiques n'existent pas. Ou alors elles se heurtent à des pressions extérieures de la communauté ou à la résurgence des nationalismes. Dernièrement encore, comment peut-on admettre que les Etats Européens aient ^{été} ~~été~~ incapables d' se réunir pour la mise en place d'une politique énergétique commune, seule réponse possible aux difficultés nées de la crise du pétrole ?

Enfin, faute de volonté politique réelle, l'histoire de la communauté économique européenne est émaillée de crises qui minent progressivement l'ardeur des Etats membres, et surtout déçoivent une opinion publique lasse des jeux stériles, et pour beaucoup, incompréhensibles qui contribuent à accréditer l'idée d'une Europe lointaine, et indifférente à la vie quotidienne de ses habitants.

Certes, il n'est plus temps de s'étendre longuement sur ce qui est ressenti pour beaucoup comme un constat d'échec, si ce n'est pour en examiner les causes et tirer peut-être quelques leçons pour l'avenir.

On l'a dit souvent, l'Europe a commencé à s'édifier sur des bases qui n'étaient qu'un point de départ dans le contexte d'une Europe libérale trop exclusivement centrée sur les relations commerciales. On a parlé de l'Europe des marchands. Je crois que l'expression est cruellement juste. L'Europe s'est édifiée sans projet politique clair, abandonnant aux acteurs de la vie économique le soin de réaliser la grande idée européenne.

Comment s'étonner alors que les institutions du marché commun se soient progressivement réduites à une zone de libre échange et aux mécanismes complexes et souvent injustes de l'Europe verte ?

Comment s'étonner que l'emprise des sociétés multinationales ait grandi jusqu'à mettre en péril l'idée européenne elle-même ?

Si pendant bien des années les entreprises ont bénéficié du vaste marché et de l'extension de l'aire de consommation qu'offrait l'Union Européenne, créant ainsi les conditions d'une expansion commerciale sans précédent, on constatera aujourd'hui que le développement de ce capitalisme mondial passe par une remise en question de l'Europe des Neuf. Celle-ci, loin de constituer un champ d'expansion, fait obstacle à sa stratégie de libre échange universel.

Ce choix d'une Europe néo-libérale ne manque pas seulement de la grandeur que voulaient lui accorder les premiers européens. Il est aussi à l'origine des difficultés d'aujourd'hui. Il explique l'impuissance de l'Europe dans tous les domaines où nous attendions autre chose qu'une existence juridique de routine et de train-train.

C'est ainsi que l'Europe telle qu'elle s'est édifiée depuis 1955 s'est doublement condamnée : en oubliant qu'une institution est vaine si elle ne touche pas les hommes dans leur vie, et leurs aspirations par des initiatives et des transformations qui les concernent directement. Le marché commun n'est pas l'Europe. Evitons qu'un jour il ne joue contre elle ! Mais l'Europe s'est condamnée aussi en se liant trop étroitement à un système économique, le capitalisme, dont l'action dépasse aujourd'hui le marché européen et le menace.

II - CONSTRUIRE L'EUROPE

Pourtant l'Europe, sil elle n'est pas riche de ses réalisations et encore moins de ses réussites l'est encore d'espoir. Et nul ne propose, nul ne souhaite la disparition de la communauté européenne, les socialistes français encore moins que les autres. Ils l'ont confirmé en 1973 lors de leur congrès de Bagnolet en adoptant une motion intitulée : Pour une Europe en marche vers le socialisme".

Les socialistes veulent relancer l'Europe, qui reste une nécessité évidente.

Au plan international d'abord : les deux grandes puissances mondiales - U.S.A. et U.R.S.S. - à la fois complices et adversaires dans leur rôle de contestable de gendarme de l'univers, alternent périodes de tension et de détente. Leur récent accord sur un règlement au Moyen-Orient nous démontre, même sans porter de jugement de valeur sur son opportunité - l'absence de l'Europe sur la scène mondiale. Celle-ci doit pouvoir s'affirmer en tant que force politique souveraine et comme facteur d'équilibre dans les relations internationales. Son manque de cohésion d'aujourd'hui accuse davantage encore la position dominante des Etats-Unis.

Même si la recherche de l'identité européenne n'implique pas une confrontation avec les Etats-Unis, elle doit se traduire par une coopération sur une base égalitaire et de totale indépendance. Facteur de détente, l'Europe doit être à l'avant-garde de la solidarité avec les pays en voie de développement. Il reste par exemple à démontrer les accords de Lomé en faveur d'échanges plus équilibrés tenant mieux compte des intérêts des partenaires.

Nécessité évidente au plan économique ensuite : car cette Europe, acteur véritable dans le jeu de la diplomatie mondiale, ne se réalisera que dans la mesure où elle saura sauvegarder son indépendance, économique et monétaire.

Il faut répondre au défi des entreprises multinationales et aux privilèges perniciox du dollar-roi. Echappant à tout contrôle politique, la puissance des grandes firmes les met en état de jouer un pays contre un autre, de spéculer sur les fluctuations monétaires, de menacer l'emploi de millions de travailleurs et l'avenir de régions entières.

Nous savons qu'aucun pays européen n'a la capacité de mener par lui

seul une politique réellement autonome. Certains ont cru pouvoir lutter contre le gigantisme supra-national par le repli national. Quelle erreur ! La seule ligne de défense c'est bien de combattre l'emprise des firmes multinationales à l'échelle même où elles se développent. Ne nous trompons pas de champ de bataille.

Les moyens de cette lutte existent. Pour nous socialistes, ils s'appellent : planification, extension du secteur public, politique industrielle, contrôle des mouvements de capitaux.

Et plus encore, l'Europe socialiste - car il nous paraît que le socialisme est la seule grande idée qui puisse relancer l'Europe - ne se fera que si est donné l'indispensable élan vers plus de justice et de démocratie véritable. Autrement dit, l'Europe ne se fera pas sans la force politique d'un large mouvement de masse. Et seule l'Europe des travailleurs et des citoyens disposera de l'adhésion populaire nécessaire à l'union.

Regardons autour de nous :

Les forces sociales sur lesquelles devra s'appuyer l'Europe en construction sont d'ores et déjà considérables, et les transformations qui vont inévitablement se produire peuvent conduire à les mobiliser au bénéfice de cette immense tâche. Le chômage traverse les frontières et les luttes sociales sont aujourd'hui à la dimension de l'Europe. Des conflits du type de celui de Montefibre le démontrent : l'Europe des travailleurs s'imposera peu à peu.

Elle s'imposera aussi si nous faisons en sorte que l'Europe apparaisse comme l'un des cadres privilégiés pour combattre les effets du dérèglement du capitalisme mondial.

La lutte contre l'inflation notamment ne peut que très partiellement s'exercer dans le cadre étroitement national. Ce serait oublier que la hausse des prix trouve ses causes les plus déterminantes dans des mécanismes d'origine extérieure.

La lutte contre l'inflation ne peut, comme on le croit trop souvent aujourd'hui, se limiter à ce remède classique et injuste qu'est la "cure" "d'austérité", dont nous faisons malheureusement l'expérience en France. Il faut tendre à modifier les règles de l'économie mondiale, - et en priorité dans le domaine monétaire - ce qui suppose une action en commun des pays européens.

Il est évident aussi que l'indépendance politique de l'Europe passe par la maîtrise des technologies de pointe. Celles-ci, nous le savons - et nous en faisons la triste constatation à propos de l'avion "Concorde" - suppose par la mise en commun des moyens des différents Etats. L'Europe est le cadre idéal pour que cette conjugaison des efforts devienne réalité. Encore faut-il en avoir la volonté politique.

Enfin, il nous faut répondre au grand défi qui nous est lancé.

C'est celui de la transformation de notre modèle de développement : il comporte deux priorités : rechercher un mode de croissance plus économe en énergie et qui assure le plein emploi. Il serait vain de croire que la solution à ces problèmes appartient à l'un ou l'autre de nos Etats. Il n'y aura de réponse durable à la crise qu'à l'échelon de l'Europe.

Cette Europe s'imposera. Mais elle s'imposera d'autant plus vite que les politiques communes mises en oeuvre répondront réellement aux aspirations d'égalité, de justice et de liberté qui sont les nôtres. Elle s'imposera surtout si nous savons faire des institutions européennes un cadre démocratique et vivant où l'ensemble des travailleurs, des citoyens et des peuples se sentiraient représentés.

C'est en cela que nous avons accueilli favorablement et voté à l'Assemblée Nationale en faveur de l'élection du Parlement Européen au suffrage universel direct. Au cours de la campagne que nous mènerons à cette occasion en compagnie des socialistes européens, nous tenterons de développer les thèmes qui sont ceux de l'Europe socialiste.

Nous attendons de cette élection qu'elle rapproche l'Europe des hommes et que davantage qu'autrefois, chacun sente qu'au-delà de sa qualité de Français, d'Allemand ou d'Italien, il détient une deuxième citoyenneté : celle d'Européen. Cette élection devrait aussi transformer en profondeur la vie des institutions européennes.

Il est évident qu'elle confèrera une autorité plus grande à l'Assemblée Européenne, même si les compétences de cette dernière ne sont en rien modifiées. Aussi, sera-t-il plus difficile à la Commission de Bruxelles et au Conseil d'ignorer les avis ou d'échapper au contrôle des représentants élus, dont l'existence est le fondement même de toute démocratie.

Ainsi échappera-t-on à cette Europe vide et sans âme qui est trop

souvent la réalité d'aujourd'hui.

Mais surtout au-delà même de cette élection et de ce Parlement, vous me permettrez pour conclure de jeter sur cette Europe que nous voudrions bâtir patiemment, un autre regard qui est celui de l'Histoire : le monde aujourd'hui a besoin de l'Europe et d'une Europe qui retrouve son identité.

Les travailleurs de la vieille Europe, sont les travailleurs d'une société industrielle développée.

Ils sont à la fois plus riches et plus pauvres qu'on ne le croit, assez puissants pour affirmer certains refus, pour faire confiance à leur force de travail et à leur unité, pour savoir que le patrimoine de l'Europe a été exploité, assez pauvres pour savoir ce qui reste à conquérir.

Car l'Europe ne sera pas donnée, elle sera conquise, et elle sera bâtie par la volonté des citoyens, des citoyens français, allemands, anglais, tous ceux qui sont concernés par l'Europe.

Par rapport aux tiers-monde, les travailleurs de l'Europe ne manquent pas de pain, mais ils savent ce que signifie la dépendance. Ils vivent sur une terre fertile, équilibrée, sont héritiers chacun de leur pays, dans chaque région même, d'une grande richesse de culture et d'expérience, ils ont accédé à l'éducation de masse et à l'information. Ils sont en droit d'être insatisfaits, et à même de le dire. Les richesses de l'Europe ont été accaparées car elles ont été mal exploitées.

Les travailleurs de l'Europe refusent une croissance dont le prix serait l'insécurité des faibles et l'inégalité. Or, les privilèges, il faut le dire, se sont agressivement renforcés et d'abord le privilège d'une certaine forme d'éducation, et de l'accès au pouvoir dans l'économie.

Le travailleur européen a compris que l'inégalité flagrante des revenus est l'outil privilégié de la civilisation de consommation. Pas plus que la démocratie formelle, le progrès technique n'a libéré le travailleur. Or, le progrès permet cette libération à condition de commander le progrès. Le travailleur doit construire son temps, son espace, sa part dans la décision, sa part de créativité, et les quelque soixante dix ans de sa vie.

La conviction qu'est la mienne et qui est celle de tous les socialistes,

.../...

est que l'Europe est le terrain de cette révolution du possible, pacifique dans la liberté et la justice. Il subsiste encore les traces d'un équilibre en Europe. L'Européen a une tradition dans l'utilisation de son temps, le respect de la diversité des expériences. Il a reçu une éducation qui permet encore d'imaginer l'autonomie du travailleur par rapport à son milieu professionnel.

L'éducation, premier des services publics, et le seul moyen authentique de l'égalité des chances, peut être conçue autrement que comme une formation professionnelle et être une formation à la mesure des problèmes de notre société, avec sa dimension sociale et politique. L'Europe ne doit plus commercialiser le temps, l'espace et tout subordonner à la production.

Lutter, partager, construire, n'est pas compatible avec le laisser-faire. La politique doit chercher une société plus équilibrée. Cet équilibre nous avons choisi de le rechercher dans la voie de la construction européenne.

.....
.....
.....
